RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

1ère Circonscription du Val de Marne

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE



Jean COTEREAU

CANDIDAT

Professeur, ingénieur de l'Ecole Polytechnique,
licencié en droit, lauréat de l'Académie des Beaux-Arts,
ancien combattant des deux guerres, ancien P.G.,
membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme

Citoyennes, Citoyens,

Quinze mois après les dernières élections législatives, vous voilà rappelés à voter de nouveau par un Gouvernement qui vous avait promis des années de stabilité. Le pouvoir personnel a fini par révolter la population dans ses éléments les plus dynamiques : la jeunesse et les travailleurs.

Gouverner, c'est prévoir. Le désordre actuel montre que le gaullisme n'a pas su prévoir. Il n'a plus le droit de gouverner. Comment croire d'ailleurs qu'il serait capable, comme il s'en targue, de réaliser une **mutation** qu'il n'avait pas même ébauchée, pendant dix années de régime absolu et incontesté ?

« Moi ou le chaos », a dit le Chef de l'Etat. Nous avons eu lui **et** le chaos. S'il restait en place, le Pouvoir ne pourrait espérer conjurer l'inflation et l'accroissement du chômage que par des mesures frappant encore plus injustement les Français.

Dans ces circonstances dramatiques, seule la F.G.D.S. présente un programme cohérent, sans démagogie, capable d'assurer le redressement économique.

Elle offre la seule paix sociale possible, par le progrès, mais un progrès à la mesure de l'accélération de l'histoire.

Justice sociale d'un côté, liberté de pensée de l'autre. Nous les croyons compatibles. C'est ce qui nous distingue de ceux qui estiment que la première doit être imposée par l'autorité, sinon par la force.

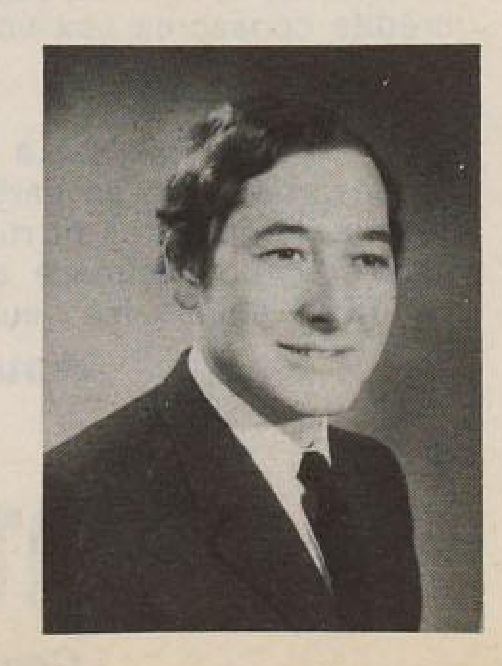
Nous travaillons pour notre part à la libération simultanée des cerveaux et des bras de l'homme. C'est dans cette conviction profonde que nous posons notre candidature.

Jean COTEREAU.

SUPPLÉANT

Claude PIERRE-BLOCH

Attaché de Presse



LE PROGRAMME DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

En vue de simplifier la vie politique française, la FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE a d'abord réalisé, autant qu'il lui a été possible, cette **union des Gauches** à quoi aspirent tous les hommes de **progrès**.

Elle propose à tous les Français et Françaises un programme de cinq années qui constitue un contrat entre elle et ses électeurs et qui vise à établir :

UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES

- Révision de la Constitution.
- Contrat pour chaque législature entre le Gouvernement et l'Assemblée, dissoute s'il y a désaccord.
- Liberté d'information totale, désétatisation de l'O.R.T.F.
- Droit de grève sans restriction, droit des travailleurs à la cogestion.

UNE ECONOMIE DE PROGRES

Principe. — Répartition équitable entre tous les travailleurs du produit du travail national.

Définition d'un nouveau Plan avec participation à tous les degrés et décision parlementaire.

Nationalisation des industries d'armement et d'espace, contrôle des entreprises subventionnées.

Justice fiscale, abattements pour les revenus modestes, détaxations, suppression des exonérations abusives, taxations des plus-values, répression de la fraude fiscale.

Suppression des dépenses improductives nécessitées par une politique de prestige et relèvement des dépenses d'intérêt économique ou social.

UNE MEILLEURE JUSTICE SOCIALE

Droit au logement. — Favoriser d'urgence la construction de logements sociaux, l'octroi de crédits à long terme pour l'accession à la propriété.

Droit au travail. — Salaires relevés et assurés avec échelle mobile, réduction des heures de travail, politique du plein emploi et de reconversion, si nécessaire.

Droit à la santé. — Humanisation du régime hospitalier, aide accrue à la recherche médicale, abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale et harmonisation de ses rapports avec le corps médical, nationalisation de l'industrie pharmaceutique.

Droit à la solidarité nationale. — Relèvement des crédits sociaux pour la rééducation des handicapés physiques, les victimes de la guerre et les anciens combattants, les rapatriés d'Algérie, les retraités et plus généralement toutes les personnes âgées, particulièrement sacrifiées, pour les familles nombreuses, avec les révisions qui s'imposent du statut des prestations.

Droit aux loisirs et à la culture. — Pour tous les citoyens et citoyennes, par la création plus large d'animateurs culturels, de maisons de la culture, d'un meilleur usage de la radio et de la télévision, etc.

Promotion de la femme et protection de l'enfant. — La citoyenne en tant que telle ayant sans restriction aucune les mêmes droits que le citoyen. Elle a droit, en tant que femme, à une maternité libre et consciente et à toutes les facilités pour mettre au monde et élever ses enfants dans les meilleures conditions possibles et dans le respect total de sa personne. L'enfant, à son tour, né hors mariage comme d'un mariage, doit avoir les mêmes droits, même sur le plan successoral où ces droits lui sont refusés.

Education nationale et problème de la jeunesse. — Le droit de tout être humain à l'éducation qu'il peut recevoir et l'intérêt pour un pays de se former des hommes valables nous ont conduits de tout temps à contribuer à ces problèmes la priorité des priorités et les événements récents leur donnent, s'il est possible, un renouveau d'intérêt. Nous envisageons, dès lors, les mesures urgentes ci-après :

Revalorisation de la fonction enseignante. Autonomie de l'Université et démocratisation de l'enseignement. Développement des constructions scolaires. Refonte des programmes et réforme des méthodes d'éducation. Reconsidération du problème de la laïcité, en vue, sans autre arrière-pensée, de réaliser une meilleure unité de la jeunesse et du pays, par dessus les divergences des consciences à respecter. Mesures de régionalisation de l'enseignement supérieur par une certaine autonomie des facultés. Organisation de l'éducation permanente. Réduction de la durée du service militaire. Amélioration de l'équipement culturel et sportif du pays et encouragement de toutes les initiatives dans ce sens. Augmentation des crédits consacrés aux voyages et aux échanges entre jeunes entre la France et l'étranger.

LA PAIX DANS UN MONDE NOUVEAU

Renoncement à une politique de prestige et d'isolement. Retour à une politique d'arbitrage et de désarmement, en particulier par la conversion des industries atomiques. Constitution d'une véritable Europe des peuples et rupture avec une politique de splendide isolement qui nous a séparé de nos alliés naturels. Aide efficace au Tiers-Monde, sous le signe non plus d'un patronage des dirigeants mais de solidarité envers les peuples affamés.

Pour réaliser ce programme, votez F.G.D.S.

VOTEZ dès le premier tour pour

Jean COTEREAU et Claude PIERRE-BLOCH

Candidat — **Suppléant**

SODEEB - Paris

Vu, le candidat